



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

lutte contre l'exclusion

Question au Gouvernement n° 2359

Texte de la question

JUSTICE SOCIALE

M. le président. La parole est à M. Victorin Lurel, pour le groupe socialiste.

M. Victorin Lurel. Monsieur le président, monsieur le Premier ministre, il me semble que toute la représentation nationale devrait condamner avec véhémence les propos racistes que nous avons entendus du côté droit de l'hémicycle. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

Après le débat de mardi sur les bienfaits de la colonisation, c'en est trop ! On ne peut accepter de tels dérapages. (" *Très bien !* " et *applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

Monsieur le Premier ministre, après les émeutes urbaines, l'ordre public est désormais assuré. Les socialistes, qui ont accompagné sur le terrain, par l'intermédiaire des maires, le rétablissement du droit à la sécurité et à la sûreté, ont la conviction que c'est un nouvel ordre social qu'il convient d'instituer pour préserver notre pacte républicain. Hélas, votre politique, qui accroît les inégalités et l'injustice, renforce le sentiment qu'il n'y a pas d'espoir possible. Pourtant, le groupe des députés socialistes n'a cessé de vous proposer une politique alternative pour répondre à la crise sociale qui ronge le pays.

Ainsi, les socialistes vous ont proposé de redonner une priorité forte à l'éducation, de la maternelle à l'université. Vous avez refusé.

Les socialistes vous ont proposé de rétablir immédiatement la police de proximité. Vous avez refusé.

Les socialistes vous ont proposé, et proposent encore, de mieux doter les associations travaillant dans les quartiers difficiles. Vous avez refusé.

Les socialistes vous ont proposé d'abroger cette véritable provocation que constitue la sommation faite aux professeurs d'enseigner à leurs élèves le rôle positif de la colonisation française. Vous avez refusé hier, ici même.

Les socialistes vous ont demandé, à de multiples reprises, de faire respecter la loi SRU sur le logement social. Vous avez refusé.

Les socialistes vous ont proposé une politique fiscale plus juste en faveur des contribuables modestes et des territoires en difficulté. Vous avez refusé.

Enfin, les socialistes vous proposent d'ouvrir largement les grandes écoles et les universités aux enfants de tous les lycées de France. Vous le refuserez très probablement demain.

De nombreuses autres propositions que nous avons formulées se sont heurtées au mur de la cécité et du sectarisme. Le groupe socialiste prend l'engagement de transformer demain toutes ces propositions en actes de gouvernement.

Un député du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. Bref, de faire tout ce qu'il n'a pas fait auparavant !

M. Victorin Lurel. Monsieur le Premier ministre, c'est toute votre politique qu'il convient de réévaluer et de réorienter ici et maintenant.

M. le président. Monsieur Lurel, veuillez poser votre question !

M. Victorin Lurel. Vous qui vous piquez de posséder une certaine fibre sociale, quand vous déciderez-vous à

répondre concrètement à l'aspiration des Français à plus de justice économique et sociale ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement.

M. Jean-Louis Borloo, *ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement*. Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, permettez-moi tout d'abord de remercier, au nom du Gouvernement, tous les élus républicains, qu'ils soient socialistes, communistes, UMP, UDF, ou divers, car, à un moment où la situation était extrêmement grave, il n'y avait qu'une sorte d'élus, les élus de la République. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Union pour la démocratie française et du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Christian Bataille. Et les propos racistes, les condamnez-vous ?

M. le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement. Mais permettez-moi aussi de vous dire, monsieur Lurel, que la suite de votre question était polémique et franchement inacceptable.

Qui a refusé le plan de cohésion sociale ? C'est vous !

Qui a refusé le plan de rénovation urbaine ! C'est vous ! (" C'est vous ! " sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)

Qui a refusé la relance du logement social ? C'est vous ! (" C'est vous ! " sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)

Qui a refusé la loi de la deuxième chance pour les surendettés ? C'est vous ! (" C'est vous ! " sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)

Donc, très franchement, la façon que vous avez eue de poser votre question n'était pas à la hauteur des actions entreprises par le Gouvernement et la majorité. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

Données clés

Auteur : [M. Victorin Lurel](#)

Circonscription : Guadeloupe (4^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2359

Rubrique : Politique sociale

Ministère interrogé : emploi, cohésion sociale et logement

Ministère attributaire : emploi, cohésion sociale et logement

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 1er décembre 2005

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 1er décembre 2005